

EXPULSION DU SQUAT RUE JEAN ALLEMANE

NOUVELLE STRATEGIE POUR METTRE LES FAMILLES DANS LA RUE

Bref historique

L'été 2007, le squat de la rue Béraud est expulsé. La mairie propose que les 150 habitants environ s'agglutinent dans le squat de Montplaisir où vivent déjà environ 80 personnes.

Certaines familles refusent ces conditions de traitement et s'installent rue Jean Allemane, sans eau ni électricité, dans une maison abandonnée.

La vie s'organise difficilement. Les gens doivent aller chercher l'eau dans des jerricanes aux fontaines publiques, c'est loin et lourd.

Les ordures ménagères s'amoncellent. Une benne sera mise à leur disposition tardivement, laissant aux rats tout le bonheur de vivre.

Les enfants en âge scolaire sont tous inscrits à l'école. Malgré la grande précarité de vie, les enfants de l'école élémentaire trouvent l'énergie de se rendre en classe tous les jours, les parents soucieux de leur réussite.

Situation à la veille de quitter les lieux

6 familles vivent dans ce squat. 19 enfants. Deux femmes viennent d'accoucher à quelques jours d'intervalle. L'une est rentrée à la maison dans les conditions que vous connaissez, après trois jours. La seconde a accouché prématurément par césarienne, devant laisser son bébé trop petit en couveuse à l'hôpital nord pour quelques semaines.

La préfecture et la mairie connaissent parfaitement la situation puisque le réseau de solidarité ne cesse d'alerter et que la police passe au squat chaque jour pour faire pression auprès des familles, afin qu'elles quittent les lieux au plus vite.

Le travail du réseau

Le réseau est intervenu auprès de la mairie pour demander une dératisation et un nettoyage des immondices. Le voisinage avait fait part de son mécontentement.

Les conditions sanitaires et de sécurité se détérioraient. Le réseau a alors écrit à la nouvelle municipalité, pour obtenir des négociations en vue d'un relogement rapide et décent. Un rendez-vous est programmé début mai.

Le réseau a également rencontré le propriétaire. Il a adressé un courrier en recommandé demandant de bien vouloir ralentir la procédure d'expulsion en attendant qu'une solution digne de relogement pour ces six familles soit trouvée.

Les pressions policières

Depuis quelques semaines, les visites de la police faisaient parti du quotidien, effrayant chaque jour un peu plus les habitants.

« Si vous n'êtes pas parti à telle date, il y aura une expulsion, vous serez dans la rue, vos enfants seront placés dans un foyer... »

La veille de l'expulsion vers 18H00, suite à la demande insistante des familles, un membre du réseau à au bout du fils une policière qui avait laissé ses coordonnées, le matin même.

« Nous ne savons rien de la date de l'expulsion, mais elle aura lieu » a-t-elle dit.

Elle connaissait forcément la date de l'expulsion puisque c'était quelques heures plus tard, mais aucune information claire, laissant ainsi les familles dans la peur et sans solution.

Aucune négociation avec le réseau et les familles leur laissant le temps de trouver une solution de logement acceptable !

Nouvelle stratégie pour mettre les familles dans la rue : les faire partir d'eux même

Les pressions policières obligent les familles à quitter les lieux.

Pris par la peur et l'urgence, les habitants du squat cherchent désespérément une maison vide pour fuir une expulsion et éviter à leur enfants le cauchemar et la violence qu'elle représente, ce qu'ils connaissent déjà beaucoup trop.

Les familles partent d'elles-mêmes dans la soirée pour aller se mettre à l'abri dans un ancien immeuble vétuste. Pendant la nuit, certains parents font des allers et venus pour récupérer leurs maigres affaires, dans la précipitation certains oublient leurs papiers, les médicaments,... A 4h20 du matin, la police est déjà là, avec des cagoules, nous dit une maman qui était venue chercher des bagages.

Très tôt le matin des agents de sécurité empêchent l'accès au bâtiment, ne laissant pas les familles récupérer toutes leurs affaires. Dans l'après midi, la maison est déjà murée.

Tout avait été bien préparé par les autorités locales, sauf le relogement des familles !

Nous pensions qu'après le drame du Clapier où des familles avaient été arrachées de leur lit, avant que des bulldozers ne viennent raser leurs caravanes, des expulsions laissant les gens dans la rue n'auraient plus lieu à St Etienne.

Ce n'est pas le cas !

Le lendemain matin, la police les harcèle déjà dans la nouvelle maison, les accusant d'avoir forcé la porte et leur disant à nouveau qu'ils ne peuvent pas rester là.

L'instabilité

Et lundi, c'est l'école ! Le nouveau squat est loin de l'école, les enfants vont-ils à nouveau devoir changer d'établissement, de repères, de copains, de professeurs ?

Et le suivi de la santé des bébés ! La protection maternelle et infantile est sectorisée. Avec les accompagnements du réseau des suivis commençaient à se mettre en place. Tout cela va-t-il être à reconstruire avec des nouveaux professionnels ?

Face à cette instabilité perpétuelle, comment les familles peuvent elles parvenir à se projeter, à avoir d'autres raisons de vivre que de solutionner l'urgence ? Les expulsions peuvent-elles durer ainsi éternellement ?

Il faudra bien que les pouvoirs publics aident le réseau et les familles à trouver des solutions de logement, puisque malgré la précarité les gens restent et veulent vivre ici.

Le réseau soutien ces familles, une conférence de presse est prévue mardi matin à 11h00, dans le nouveau squat, 47, rue Roger Salengro.